

L'emploi public devient une variable d'ajustement

« Faire mieux, avec moins », voilà le défi qu'entend relever le gouvernement par l'annonce d'une série de mesures censées rendre les services publics plus efficaces mais moins dépensiers. Il est attendu 5 milliards d'économies en 2014.

Cette « modernisation » de l'action publique va aussi impacter durablement les politiques locales. L'annonce d'une pression extraordinaire exercée sur les dépenses publiques, impliquant un gel des dotations en 2013 pour les collectivités est très inquiétante. Nous craignons pour 2014 les répercussions d'une économie de 1,5 milliard des dotations globales suite au transfert de compétences.

On attend des collectivités locales qu'elles se mettent à la diète. Le premier poste budgétaire visé sera celui du personnel. Le risque est grand que les communes tentent de privatiser des missions confiées avant à des agents territoriaux, de ne pas remplacer les départs en retraite, voire n'ouvrir les accueils au public qu'à temps partiel, comme l'applique déjà la sous-préfecture de Torcy. L'Etat a supprimé la Taxe professionnelle et l'a remplacée par une péréquation où les collectivités locales n'ont plus rien à y décider. Il faut simplement être docile et obéir aux injonctions étatiques. Ce n'est pas comme ça qu'on traitera au mieux les inégalités territoriales entre les usagers-citoyens.

Delphine Heuclin  
Conseillère municipale